



Avenir Lycéen : Un ministre ne devrait pas dire ça....



Le 23 novembre, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale était interrogé en direct sur BFM sur son implication dans l'affaire Avenir lycéen. Le ministre s'est défaussé de toute réponse sur le fond en choisissant d'attaquer plusieurs organisations dont le Snes-FSU.

Le présentateur l'interroge ainsi *"il y a beaucoup d'enjeux Jean-Michel Blanquer au lycée, vous le signaliez vous aussi, il y a cette réforme du lycée qui est entrée en vigueur, cela dit, dans ce contexte, cette affaire Jean-Michel Blanquer, l'UNL n'est pas contente, le MNL non plus, le Snes demande des explications, est-ce que ça ne vous fragilise pas"*

Le ministre répond *"vous citez des organisations qui sont totalement liées à des partis d'extrême gauche. Vous ne voyez pas que c'est une affaire cousu de fil blanc par des secteurs de l'ultra gauche"*.

Des propos inadmissibles

Ces propos sont proprement scandaleux. Le Snes-FSU est indépendant de tout parti politique. Il tire sa légitimité de sa place dans le paysage syndical du second degré en étant la première organisation syndicale en nombre d'adhérents et en arrivant en tête aux élections professionnelles. Ses adhérents viennent d'horizons divers. En les assimilant à l'ultra gauche et à l'extrême gauche, le ministre de l'Éducation nationale commet un grave contre sens qui montre, soit sa méconnaissance du fonctionnement d'une organisation syndicale, soit sa volonté de ne pas s'embarrasser de toute rigueur de raisonnement. Fâcheux pour un Ministre de l'Éducation nationale.

Par ailleurs, le Ministre porte des accusations graves et inadmissibles en faisant du Snes-FSU un des instigateurs de cette affaire. Il fait le choix d'instrumentaliser cette affaire et de transformer en opération politicienne une interrogation légitime sur des révélations qui touchent aux fondements même de la démocratie et des valeurs de la République.

Des excuses et des explications. Vite.

Le Snes-FSU exige des excuses publiques.

Il appelle le Ministre faire preuve de responsabilité, à cesser de se défausser et à répondre clairement aux questions qui sont posées depuis la semaine dernière.

Dans la crise que traverse notre démocratie, plus que jamais, le devoir d'exemplarité s'impose à tous. A commencer par le plus haut sommet de l'Éducation nationale.

A Paris, le 23/11/2020